



COMMUNIQUE DE PRESSE DE L'ONG CADD CONTRE LES VIOLATIONS DES DROITS HUMAINS AU TOGO !!!



Chers concitoyen-nes,

La violation des droits de l'homme au Togo est une situation alarmante qui nécessite une action immédiate.

L'ONG CADD Internationale, condamne fermement les violations des droits de l'homme qui persistent au Togo et appelle les autorités à prendre des mesures urgentes pour mettre fin à ces abus inacceptables.

Depuis plusieurs années, les rapports des organisations de défense des droits de l'homme font état de violations graves et récurrentes des droits fondamentaux des citoyens togolais-ses. Ces violations incluent la répression des libertés d'expression, d'association et de réunion pacifique, les actes de torture, les arrestations arbitraires, les disparitions forcées et les exécutions extrajudiciaires.

CADD est profondément préoccupé par la situation des défenseurs des droits de l'homme, des journalistes, des militants politiques et de la société civile au Togo, qui sont régulièrement harcelés, intimidés et persécutés pour leur engagement en faveur de la démocratie et des droits de l'homme. Les cas récents du journaliste de l'alternative, M. Ferdinand Ayité (en exil actuellement) et celui de M. Apollinaire Mewenemesse, directeur de publication, La Dépêche, en disent long. Pire, le changement de la Constitution togolaise proposé et voté par un parlement quasiment à la solde du régime et en fin de mandat sans préalablement consulter le peuple togolais reste une situation que les organisations des droits humains dénoncent vigoureusement.

L'ONG CADD Internationale, appelle les autorités togolaises à respecter et à protéger les droits de l'homme de tous les citoyen-nes, conformément aux normes internationales et aux engagements pris par le Togo en matière de droits de l'homme. Elle demande également la libération immédiate et inconditionnelle de tous les prisonniers politiques et d'opinions détenus de manière arbitraire. Des pensées militantes vont pour Jean-Paul Oumolou, (défenseur d'opinion) détenu en garde à vue depuis le 4 novembre 2021.

CADD exhorte la communauté internationale, les organisations régionales et les partenaires du Togo à intensifier leurs efforts pour faire pression sur le gouvernement togolais et garantir le respect des droits de l'homme dans le pays.

Il est temps d'agir pour mettre fin à l'impunité et à l'injustice au Togo. CADD demande aux Togolais et Togolaises de rester vigilants et mobilisés pour défendre les droits de l'homme et la dignité de tous les citoyens togolais.

Fait en Suisse, le 20.04.2024
Kossivi Oyono DAGBENYO,
Le Président de l'ONG CADD